



## **Communiqué du Bureau National du SNASUB/FSU réuni le jeudi 27 août 2009**

Le récent remaniement ministériel de juin dernier ne se traduit pas par un changement de cap de la politique du gouvernement alors que la rentrée s'annonce sous de mauvais auspices. Le nouveau ministre de l'éducation nationale, Luc Chatel, s'inscrit dans la politique de Xavier Darcos, son prédécesseur : réforme du lycée, suppressions massives d'emplois, RGPP... Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur poursuit la mise en oeuvre de la loi LRU malgré la mobilisation des universités.

Le SNASUB/FSU continue de dénoncer les mesures gouvernementales qui visent partout à réduire les services publics, dont celui d'éducation et d'enseignement supérieur, pour permettre les suppressions de postes (16000 sont annoncées dans l'enseignement scolaire pour le budget 2010). Le vote de la loi de mobilité, en plein cœur de l'été cherche d'ailleurs à rendre possible les déplacements de fonctionnaires touchés par les réorganisations/démantèlements.

Malgré ses discours contre les bonus des traders et les pratiques du système bancaire, le gouvernement continue de vouloir faire payer la crise aux salariés et aux classes populaires : quasi blocage des salaires pour les uns (cf l'augmentation dérisoire du SMIC au 1er juillet 2009) et bouclier fiscal pour les autres, liberté de spéculer pour les uns et plans de licenciements pour les autres.

Dans ce contexte, le SNASUB/FSU réaffirme ses revendications et les valeurs syndicales de solidarité dont il est porteur :

- Non au démantèlement des services publics, non à la casse de l'école, de l'université et de la recherche publiques, non aux suppressions de postes,
- Oui à l'augmentation générale des salaires et des pensions,
- Oui à la défense et l'amélioration des acquis sociaux, de la sécurité sociale et d'un système de retraite par répartition de haut niveau,
- Oui à la défense des emplois, privés et publics.

Le SNASUB/FSU agira en cette rentrée 2009 pour informer et mobiliser les personnels contre les mauvais coups décidés cet été et les mesures en préparation.